

Pouvoir adjudicateur

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – **ANSM**
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Passé en application du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Objet de la consultation

**« Entretien des espaces verts sur le site de
l'ANSM à Saint-Denis et Vendargues »**

Procédure n°2025-21-PAM-DAF-ANSM

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PRESENTATION DE L'AGENCE	3
ARTICLE 1. OBJET	4
ARTICLE 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 5. MODALITES EXECUTION DE LA PRESTATION	5
ARTICLE 6. LES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7. EXECUTION DES PRESTATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	6
ARTICLE 8. CONTRÔLE-RECEPTION-SUIVI DU MARCHE	7
ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN	9
ARTICLE 10. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION	10
ARTICLE 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
ARTICLE 12. OBLIGATIONS GENERALES DE L'ANSM	15
ARTICLE 13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	15
ARTICLE 14. INSERTION SOCIALE	15
ARTICLE 15. PRIX ET AJUSTEMENT DES PRIX	17
ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT	18
ARTICLE 17. RESPONSABILITE ET ASSURANCE	20
ARTICLE 18. PENALITES	20
ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE	21
ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	22
ARTICLE 21. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	26
ARTICLE 22. RESILIATION	26
ARTICLE 23. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	27
ARTICLE 24. LITIGES ET TRIBUNAL COMPETENT	27
ARTICLE 25. DÉROGATIONS AU CCAG- FCS	28

PRESENTATION DE L'AGENCE

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a été créée par la loi du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire des médicaments et des produits de santé. L'ANSM s'est substituée le 1er mai 2012 à l'Agence française de sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé (AFSSAPS) dont elle a repris les missions, droits et obligations. Elle a été dotée de responsabilités et de missions nouvelles, de pouvoirs et de moyens renforcés. L'évolution des missions de l'Agence ont donné lieu à la naissance d'une nouvelle Agence.

L'ANSM est un établissement national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de la Santé.

Agence d'évaluation et d'expertise, l'ANSM est également une agence de décision dans le domaine de la régulation sanitaire des produits de santé. Son directeur général prend ainsi chaque année, au nom de l'État, plusieurs dizaines de milliers de décisions destinées à concilier sécurité du patient et accès au progrès thérapeutique.

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) est localisée sur trois sites définis ci-dessous :

- 1) Le site de SAINT DENIS (93) constitutif du siège social de l'agence situé à l'adresse suivante :
143/147 Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit site Pleyel)
- 2) Le site de LYON localisé à l'adresse ci-dessous :
31 Avenue Tony Garnier, 69007 LYON
- 3) Le site de VENDARGUES localisé à l'adresse ci-dessous :
635 rue de de la Garenne, 34740 VENDARGUES

Ses missions centrales consistent à :

- offrir un accès équitable à l'innovation pour tous les patients.
- garantir la sécurité des produits de santé tout au long de leur cycle de vie, depuis les essais initiaux jusqu'à la surveillance après autorisation de mise sur le marché.

Sa compétence s'applique aux médicaments, aux produits biologiques, aux dispositifs médicaux, produits cosmétiques et de tatouage.

L'ANSM développe plusieurs activités en France et pour le compte de l'Union européenne :

- l'évaluation scientifique et technique de la qualité, de l'efficacité et la sécurité d'emploi des médicaments et produits biologiques.
- la surveillance continue des effets indésirables prévisibles ou inattendus des produits de santé.
- l'inspection des établissements exerçant des activités de fabrication ; d'importation, de distribution, de pharmacovigilance et qui mènent des essais cliniques.
- le contrôle en laboratoires pour libérer des lots de vaccins et de médicaments dérivés du sang, le contrôle de produits présents sur le marché, prélevés lors d'inspections, saisis par les autorités judiciaires ou les douanes.

Ces actions débouchent sur la prise de décisions de police sanitaire pour le compte de l'Etat français.

L'ANSM développe également l'information des patients, des professionnels de santé, des relais professionnels et sociétés savantes, de la presse (etc.) et assure sa diffusion à travers les outils adaptés. Elle assure la transparence des travaux des différentes instances.

ARTICLE 1. OBJET

L'objet du présent marché public est la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts sur les sites de l'ANSM.

Le présent CCAP est applicable à l'ensemble des lots soit :

- lot n° 1 : entretien des espaces verts sur le site de Saint-Denis,
- lot n° 2 : entretien des espaces verts sur le site de Vendargues.

ARTICLE 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L2120-1 2°, L2123-1 1° puis R2123-1 1°, R2123-4 du Code de la Commande Publique.

2.2 Forme

Le marché comprend une partie ordinaire traitée à prix global et forfaitaire avec des prestations en continu ou réalisées à intervalle régulier et une partie à bons de commande mono-attribuée avec des prestations réalisées au gré des besoins, assorties de prix unitaires.

La partie ordinaire comprend l'ensemble des prestations définies dans les CCTP.

La partie à bons de commande mono-attribuée du marché comprend les prestations détaillées à l'article 2.3 du CCTP lot 1 et à l'article 2.2.7 du CCTP lot 2.

Dans sa partie à bons de commande, le marché est exécuté au moyen de bons de commandes au sens des articles R. 2162-2 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique, adressés au titulaire dans les conditions définies dans le présent CCTP.

Cette partie à bons de commande est conclue sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale du marché (reconductions incluses) évalué à 10 000 € HT pour le lot 1 « entretien des espaces verts sur le site de Saint-Denis », et 20 000 € HT pour le lot 2 « entretien des espaces verts sur le site de Vendargues ».

Le marché cesse automatiquement de produire ses effets, uniquement dans sa partie à bons de commande, lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'ANSM, à l'exclusion d'une modification de ce même montant dans la limite des seuils réglementaires par voie d'avenant.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché public est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an** et prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un an, **sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans**.

La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins le droit de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, il notifiera au titulaire du marché, un mois avant l'échéance de la période en cours, sa décision de non reconduction.

ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents contractuels régissant le marché sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- **L'acte d'engagement et son annexe financière (hors scénario d'analyse) non modifiable**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières** dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- **Le cahier des clauses techniques particulières** du lot correspondant dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS), qui bien que non joint, est réputé comme connu du Prestataire.
- **Le cadre de réponse technique du titulaire** dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5. MODALITES EXECUTION DE LA PRESTATION

5.1 Modalités de commande

Les prestations unitaires décrites au CCTP sont effectuées sur la base d'un bon de commande.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins, tout au long du marché par le service demandeur par courriel ou par toute voie dématérialisée en accord entre l'ANSM et le titulaire.

Les bons de commande délivrés par l'ANSM doivent comporter :

- ✓ **Le numéro d'ordre et la date d'émission.**
- ✓ **La référence du présent marché.**
- ✓ **L'identification du titulaire du marché.**
- ✓ **L'identification de l'acheteur**
- ✓ **La description et la quantité des prestations,**
- ✓ **La durée d'exécution,**
- ✓ **Les prix HT, le montant total HT et le montant de la TVA, le montant TTC de la commande,**
- ✓ **La signature d'une des personnes habilitée à engager l'établissement.**

Seuls les bons de commande signés par l'ANSM peuvent être honorés par le titulaire.

5.2 Validité du bon de commande

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les faire connaître à l'ANSM, auprès de la personne émettrice du bon de commande dans un délai de 24 heures ouvrées à compter de sa réception, sous peine de forclusion.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande. Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les bons de commande notifiés au titulaire sont assortis d'un délai d'exécution qui court à compter de la notification par l'ANSM du bon de commande correspondant. Les prestations doivent être exécutées dans les délais fixés dans les pièces du présent marché ou à défaut dans les délais figurant dans le bon de commande correspondant.

En cas de non-respect par le titulaire de la durée préalablement convenue pour exécuter la prestation, l'ANSM peut appliquer des pénalités de retard (cf. article 18 du CCAP).

En lieu et place de la disposition précitée, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'ANSM dans les conditions suivantes :

- Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.
- Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution du bon de commande, par LRAR et/ou par courriel électronique dans un délai **de deux jours calendaires** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.
- L'ANSM notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a, pour l'application du bon de commande, les mêmes effets que le délai contractuel.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance du marché.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5.3 Modification et annulation d'une commande

L'ANSM se réserve la possibilité, pour des raisons notamment de service, d'annuler et/ou reporter une commande au plus tard 2 jours ouvrés avant son début, sans surcoût. La décision d'annulation est adressée au Titulaire soit par courrier, soit par e-mail. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le Titulaire.

L'annulation du bon de commande par l'ANSM prend effet à la date précisée dans la décision d'annulation notifiée au titulaire.

En cas d'annulation d'une commande en-deçà des 2 jours ouvrés par l'ANSM et sauf force majeure, l'ANSM versera 30 % du montant total du bon de commande au Titulaire, sur justifications des coûts avancés par le titulaire.

L'ANSM se réserve également la possibilité de demander au titulaire une réduction du délai de livraison du livrable initialement prévu en cas d'urgence et dans le respect des délais indiqués dans l'annexe financière.

ARTICLE 6. LES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution des prestations faisant l'objet d'un forfait sont déterminés dans les CCTP.

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande doivent être exécutées dans les délais fixés dans l'offre du titulaire ou à défaut d'un commun accord entre l'ANSM et le titulaire et figuré dans ce dit bon de commande.

La durée d'exécution des prestations doit être déterminée au plus tard au moment de l'émission du bon de commande. Cette durée est susceptible d'être modifiée, dans ce cas le titulaire sera informé par l'ANSM de la modification de la durée d'exécution dans la limite de validité du marché.

La prestation débute à réception du bon de commande et s'achève lors de la réalisation de la prestation dans le délai maximum fixé par celui-ci.

ARTICLE 7. EXECUTION DES PRESTATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Les prestations doivent être conformes aux stipulations techniques du marché telles que décrites notamment dans le CCTP des lots correspondants.

Le titulaire réalise la prestation de bout en bout et a une obligation de résultat au titre de laquelle il s'engage à effectuer les prestations pour les montants fixés, sans aucune rupture de la continuité du service. Il s'agit de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, les procédés et les ressources nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP.

Le marché engage le titulaire sur l'intégralité des prestations et des spécificités techniques décrites dans le CCTP. Il s'engage à réaliser les prestations dans les délais imposés ou convenus et à apporter tous les soins nécessaires à leur exécution, conformément aux règles de l'art de sa profession.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ANSM.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

ARTICLE 8. CONTRÔLE-RECEPTION-SUIVI DU MARCHE

8.1 Contrôle, vérification et réception

L'ANSM se réserve le droit de contrôler, à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Les opérations de vérification des prestations portent notamment sur le respect des engagements du titulaire en termes de :

- Respect des exigences du CCTP et des exigences spécifiques pour chaque type de prestation définies au CCTP ;
- Respect des délais annoncés dans le marché ou par le titulaire ;
- Respect des engagements contractuels mentionnés dans son offre notamment concernant l'affectation et la pérennisation des moyens humains et de leur qualification,
- Maîtrise des compétences : expertises techniques, modalités des échanges et plus généralement toute disposition visant à garantir la qualité des prestations délivrées, valeur ajoutée, devoir de conseil.

Les opérations de vérifications, effectuée de manière contradictoire, portent à la fois sur des éléments quantitatifs et qualitatifs des prestations délivrées.

D'un point de vue quantitatif, les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et le travail commandé ou ordonné par l'ANSM soit par exemple le nombre de livrables requis dans les délais au titre des prestations à bons de commande.

D'un point de vue qualitatif, les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'ANSM de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et qui ont été reprises ou améliorées dans son offre ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché (bon de commande) comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Après les vérifications et constatations établies contradictoirement, les prestations font l'objet d'une réception par l'ANSM formalisée par la signature d'un service fait.

A l'issue des opérations de vérification, si les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché ou du bon de commande, l'ANSM peut prendre l'une des décisions fixées à l'article 8.2 (ci-dessous).

8.2 Modalités de réception des prestations

La bonne exécution des prestations forfaitaires fera l'objet d'un service fait émis mensuellement par l'ANSM.

La bonne exécution des prestations unitaires fera l'objet d'un service fait spécifique par l'ANSM.

La réception, sans réserve, des prestations par l'ANSM, entraîne les conséquences suivantes :

- La rédaction d'un service fait par l'ANSM,
- Le transfert de propriété des livrables concernées au bénéfice de l'ANSM,
- La fin des pénalités éventuellement appliquées,
- Le paiement des prestations réalisées.

L'ANSM prononce la réception des prestations à hauteur de ce qui a été réalisé par un service fait, si elles répondent aux stipulations du CCTP et sont conformes à l'offre du titulaire. La réception prend effet à la date de notification au titulaire du service fait.

Lorsqu'il existe certaines imperfections, la réception peut être prononcée avec des réserves, le titulaire doit s'engager alors à remédier aux dites imperfections dans un délai fixé par les parties. Ce faisant, l'ANSM est en droit de prendre une des décisions suivantes (ajournement, réfaction ou rejet).

➤ Ajournement

Dans le cas où l'ANSM considère que les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, modifications, évolutions à réaliser, une décision d'ajournement est alors prise venant différer la réception finale des prestations. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'ANSM les prestations mises au point, dans un délai convenu entre les parties.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par celui-ci durant ce délai d'ajournement, l'ANSM a le choix entre prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ANSM dispose à nouveau d'un délai convenu entre les parties pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

➤ Réfaction

Lorsque l'ANSM estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations selon un délai fixé par l'ANSM. Faute d'observation dans le délai imparti de la part du titulaire, celui-ci est réputé avoir accepté la décision de réfaction appliquée de plein droit par l'ANSM via notification au titulaire.

Si le titulaire accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

➤ Rejet

Lorsque l'ANSM estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché selon les délais fixés par l'ANSM et sans modification tarifaire.

8.3 Suivi du marché

Pour un meilleur suivi de marché, un système de suivi des prestations est mis en place.

Toute non-conformité quantitative ou qualitative observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou l'utilisateur de la prestation peut donner lieu à l'émission d'une mise en demeure éditée par l'ANSM et communiquée au titulaire.

A réception de celle-ci, le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine (sauf exception dûment prévue dans le présent CCAP) en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à l'ANSM, secrétariat des instances.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse à la mise en demeure ou de la persistance de la non-conformité, ou à l'issue des vérifications qualitatives, une nouvelle mise en demeure assortie d'un délai de réponse (sous huit jours) pourra également être envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités en cas persistance des non conformités.

Selon la gravité et nature des manquements du titulaire, l'ANSM se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure ou sans mise en demeure, dans les conditions prévues à l'article 21 du présent document.

ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché en cas d'évolution technique ou réglementaire impactant l'exécution du marché et impliquant l'adjonction de nouvelles prestations au marché.

En outre, la mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- Augmentation du volume des prestations dans les conditions définies au R2194-2 et R2194-3 ;
- Réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de prestations de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par l'ANSM ;
- Intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles mobilisées dans le cadre du marché et dans la limite de 20% du montant total estimatif HT ;

Toute modification doit, préalablement à sa mise en œuvre, être transmise à l'ANSM accompagnée d'une proposition comportant :

- une solution technique (mentionnant les délais et les modalités d'organisation et de mise en œuvre envisagées)
- une offre financière et les impacts calendaires sur le marché.

L'acceptation de la modification se fait par décision unilatérale de l'ANSM.

À compter de la réception par l'ANSM de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai de 10 jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'ANSM n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si l'ANSM émet des observations ou pose des conditions, le titulaire disposera d'un délai de 10 Jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'ANSM

dispose d'un délai de 5 jours calendaires ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'ANSM vaudra refus de la modification.

En cas de minoration du montant du contrat, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

ARTICLE 10. EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, une modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les obligations du marché.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 Obligations générales du Titulaire

En complément du présent CCAP, le Titulaire, en sa qualité de professionnel, s'engage à faire toute diligence et à tout mettre en œuvre pour remplir sa mission conformément aux intérêts de l'ANSM.

Le Titulaire :

- constitue une équipe de personnels formés en conformité avec les exigences de l'ANSM pour l'exécution de la prestation,
- veille et contrôle le maintien constant des compétences,
- maintient une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre pour réaliser la prestation pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances (même si ceux-ci se déplacent dans les locaux de l'ANSM), et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du Titulaire (légitimation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc...) même si ceux-ci se déplacent en dehors et dans les locaux de l'ANSM ; il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du Titulaire et l'ANSM. De même, les dégâts de toute nature, occasionnés lors de l'exécution des prestations sont à sa charge.

Dans tous les cas la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

La responsabilité du Titulaire ne peut être recherchée que pour l'indemnisation des dommages directs et prévisibles résultant d'un manquement à ses obligations contractuelles, lesquels n'incluent pas les préjudices dont la survenance n'est pas exclusivement liée à la mauvaise exécution ou l'inexécution du présent marché. Tout dommage subi par un tiers est un dommage indirect et ne donne pas lieu en conséquence à indemnisation.

Dans l'hypothèse où la responsabilité du Titulaire serait engagée par suite de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du marché, ou pour toute autre cause de son fait, le montant de l'indemnisation globale et cumulée, toutes causes confondues, principal, intérêts et frais, auquel le Pouvoir Adjudicateur

pourrait prétendre, est limité au préjudice direct et prévisible subi par le Pouvoir Adjudicateur sans pouvoir excéder 50% du montant total HT annuel du marché.

Les limitations mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas en cas de faute dolosive, de faute lourde, de dommage corporel ou manquement qui contredit la portée de l'obligation essentielle lui incombant ou qui la vide de toute substance. Le titulaire ne saurait se prévaloir, pour éluder sa faute, de tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants.

Si des problèmes relationnels surviennent en cours d'exécution du marché, l'ANSM, après une réunion avec le Titulaire du marché, peut demander le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

11.2 Obligation de résultat, de conseil et d'information

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat en ce qui concerne l'exécution de ses prestations. L'obligation de résultat porte notamment sur :

- Le respect des délais d'exécution des prestations ;
- Le respect des engagements arrêtés entre les parties ;
- Une organisation (pérennité de ressources) permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;
- La production des livrables.

Le Titulaire est également tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne les prestations du présent marché. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ANSM.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il ne peut faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux spécifications techniques. Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement l'ANSM sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles. Ainsi, la documentation, les livrables fournis, ses préconisations, ont notamment pour objectif de mettre en garde l'ANSM contre les difficultés que cette dernière peut rencontrer.

Le Titulaire ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ANSM différente de celle qu'il a préconisée et qu'il n'aurait approuvée.

11.3 Obligation de sécurité – accès aux locaux de l'ANSM

Le Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site de l'ANSM, et plus généralement, à toutes instructions données par ce dernier. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Il se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classiques applicables aux entreprises extérieures travaillant sur l'un des sites de l'ANSM où sont exécutées les prestations ;
- aux règlements édictés par le site en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Lors de l'accès aux locaux de l'ANSM, les intervenants du Titulaire doivent obligatoirement porter une carte permanente officialisant leur appartenance à l'entreprise concernée.

Le personnel du titulaire se présente à la personne habilitée à l'ANSM pour suivre la prestation dès son arrivée dans l'établissement et avant son départ. Chacun des intervenants doit être en mesure de prouver son identité et son appartenance au personnel du titulaire.

11.4 Désignation de l'interlocuteur dédié

Pour l'exécution du marché, dès la notification et au plus tard au jour de la réunion de lancement prévue par le présent document, le titulaire désigne parmi son personnel un responsable technique suffisamment qualifié pour le représenter auprès de l'ANSM, piloter l'exécution des prestations et disposant d'un degré

de responsabilité nécessaire pour assurer l'encadrement des agents dévolus aux interventions prévues au marché.

Cet interlocuteur dédié est la personne chargée d'effectuer la coordination des missions et doit à cet égard :

- coordonner et suivre l'ensemble des prestations objet du marché, il devra notamment être en mesure de renseigner l'ANSM sur l'avancement et les difficultés éventuelles rencontrées sur tout ou partie des prestations.
- répondre des délais et de la qualité des prestations devant la personne publique.
- assumer la responsabilité technique des interventions opérées dans le cadre du marché,
- être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations, des réclamations émises par l'ANSM, à valider les choix envisagés,
- assister aux réunions définies dans le marché ou demandées par l'ANSM,
- être facilement joignable en heure ouvrée,
- gérer les relations avec le représentant de l'ANSM,
- se tenir informé des réglementations en vigueur et de leurs évolutions notamment celles qui concernent les missions prévues au marché,
- vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,

Le titulaire s'engage à le remplacer en cas de départ ou défection de celui-ci après accord de l'ANSM. Dans ces conditions, le remplaçant doit présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé dans son offre.

11.5 Connaissance

Le titulaire est réputé avoir appréhendé le périmètre d'exécution du marché et les contraintes qui en résultent. Le titulaire déclare parfaitement connaître la nature des espaces sur lesquels il pourrait intervenir, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Les prestations doivent être conformes aux stipulations techniques du marché telles que décrites notamment dans le CCTP. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des documents constituant le marché et ne rien ignorer de l'ensemble du marché.

Au préalable et avant le démarrage des opérations, le titulaire s'est engagé à avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Il s'ensuit que le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

11.6 Préservation des locaux, gestion des déchets et développement durable

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes intervenant. Il doit être en mesure d'en justifier le respect au cours du marché sur simple demande de l'ANSM.

En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les modifications éventuelles et se conformer aux nouvelles règles sans délai.

Le titulaire doit s'attacher à réduire l'impact sur l'environnement en termes de production des déchets (quantitatif et qualitatif).

Le personnel du titulaire doit respecter les consignes de tri des déchets en place au niveau de l'ANSM pour l'évacuation des déchets.

Le titulaire procède, à ses frais, à l'évacuation sans délai de toutes les matières résiduelles provenant de ses prestations au plus tard à la fin de chaque intervention et ce, dans le respect de la réglementation en vigueur sur les déchets.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Le titulaire met tout en œuvre pour former son personnel œuvrant à l'éco-conduite et de mettre à disposition dans le cadre du marché une flotte automobile qui soit suffisamment respectueuse des normes en vigueur en matière d'environnement et de développement durable.

11.7 Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre aux sites de l'ANSM.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des agents de l'ANSM. Lors des opérations prévues au marché, les intervenants du titulaire respectent les locaux et l'environnement de travail des agents de l'ANSM et se montrent, dans la mesure du possible, discrets.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le(s) téléphone(s) à d'autres fins que professionnelles,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De manquer de respect aux agents de l'ANSM,
- De sortir du site de Saint-Denis ou Vendargues des objets ou des documents dont l'ANSM est propriétaire, se rendre coupable de vols ou à de détériorations, ou utiliser à des fins personnelles et sans accord préalable de l'ANSM, les moyens divers auxquels ils ont accès,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- De pénétrer sur le site sans badge.
- D'effectuer des opérations prévues au marché sans disposer des habilitations ou des qualifications nécessaires....

Cette liste n'est pas limitative. En cas de manquement constaté, l'ANSM se réserve le droit de demander auprès du titulaire la récusation du personnel en faute qui se verra alors interdire l'accès au site (mise en demeure). Cette récusation ne peut entraîner de surcoût.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents sur le site sur lequel il intervient tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Les interventions ont lieu à proximité des locaux occupés par les agents de l'ANSM. En conséquence, le titulaire s'engage à réduire les dans la mesure du possible les nuisances.

Le personnel préposé au marché ne sollicite pas l'ANSM pour des problématiques relevant des prérogatives du titulaire en sa qualité d'employeur.

11.8 Vêtements de travail

Le titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de tous les EPI nécessaires contre les risques susceptibles de menacer leur sécurité ou leur santé.

Aucun agent du titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il ne porte pas visiblement sur sa tenue de travail le badge d'accès confié par l'ANSM, l'insigne ou le nom de son entreprise.

11.9 Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter même partiellement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'ANSM peut y pourvoir par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par l'administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'ANSM ou le non-respect des délais d'exécution.

Les représentants de l'ANSM sont tenus informés immédiatement de tout conflit social dans le périmètre du marché et qui affectent la réalisation de ses prestations et des solutions mises en œuvre pour son règlement rapide.

11.10 Documents à conserver par le titulaire et certificat(s)

Le titulaire devra tenir à la disposition de l'ANSM et communiquer à celui-ci, sur simple demande de sa part, à tout moment et pour n'importe quelle durée, tous les documents qui auront servi à l'exécution de sa mission. Il devra prendre toutes mesures propres à en assurer la parfaite conservation.

Le titulaire sous peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs, doit être à jour des obligations, déclarations et attestations conformes à l'article L2141-2 du Code de la commande publique.

Le titulaire unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, et tous les 6 (six) mois jusqu'à la fin de son exécution, les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, et D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement par l'ANSM, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

Le titulaire établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes de l'Etat d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par l'Etat concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'Etat.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces pourra emporter résiliation du contrat.

11.11 Transfert d'activité

Le Titulaire s'engage à informer l'ANSM sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par l'ANSM après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur Titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS GENERALES DE L'ANSM

12.1 Obligation de collaboration

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution du marché, l'ANSM :

- collabore activement avec le Titulaire et l'informe de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation des prestations,
- communique au personnel du Titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- vérifie en temps utile, les livrables éventuellement soumis à son approbation et formule s'il y a lieu ses remarques, observations ou désaccords.

12.2 Obligation de paiement

L'ANSM paye les factures reçues du Titulaire dans les conditions définies au présent CCAP.

ARTICLE 13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande de L'ANSM.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, les modifications éventuelles demandées par l'ANSM afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant.

Les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

ARTICLE 14. INSERTION SOCIALE

14.1 L'engagement d'insertion

Le(s) entreprise(s) titulaire(s) ont la possibilité de réaliser une action d'insertion en engageant des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les personnes concernées par cette action sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité, de la pension d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail*, et les régies de quartier conventionnées en tant que SIAE ;

- les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième chance (E2C) ;
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales, ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi ;

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), les entreprises de travail temporaire (ETT), et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi. Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison de l'Emploi de Nîmes.

14.2 Modalités de mise en œuvre

Pour satisfaire à l'objectif d'accès à l'emploi des publics prioritaires, le titulaire peut opter pour les conditions particulières suivantes qui ne sauraient être sous-traitées en totalité, sauf au profit d'une structure d'insertion par l'activité économique (EI, ACI, etc).

Le titulaire du marché, peut alors réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum réalisée de 70 h la première année et de 35 h chaque année suivante, soit année 2 à 4, à répartir sur les différentes missions menées au cours de l'année.

Le titulaire pourra réaliser son engagement d'insertion selon les modalités suivantes :

- **1ère modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché. Cette embauche peut se réaliser par tous contrats de travail (CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation...)
- **2ème modalité** : la mise à disposition de salariés dans les mêmes conditions de durée : L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI).
- **3ème modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison de l'Emploi de l'Herault ou l'APSH 34.

Les personnes en insertion embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion, pendant la durée restante à courir du marché.

14.3 L'accompagnement de l'action

La Maison de l'Emploi ou l'APSH 34 pourront, à la demande du candidat, apporter un soutien méthodologique aux entreprises pour les aider à satisfaire à la clause d'insertion par l'activité économique, une fois que celles-ci auront été rendues attributaires des marchés ou des lots de marchés correspondants. Elles pourront répondre aux demandes, de conseils ou d'appuis, formulés par les entreprises qui auront engagé directement des actions de recrutement de publics prioritaires ou de sous-traitance auprès de Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

Elles pourront également assister les entreprises dans leurs recrutements en recherchant et présentant des candidats et s'assureront, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration. Elles apporteront aux autres personnes issues des dispositifs d'accueil et d'insertion, et particulièrement à celles faiblement qualifiées ou éloignées de l'emploi, si besoin est, des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.

14.4 Le suivi et le contrôle de l'action d'insertion

Au cas où l'entreprise souhaite ou s'engage à mettre en place une action d'insertion, un registre sera disponible à l'accueil de l'ANSM. Ce dernier consignera :

- l'identité du personnel en insertion
- les dates et heures d'arrivée et de départ du personnel en insertion
- le nombre d'heures effectuées par jour
- la nature de l'activité pratiquée

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé dans son CRT. A la demande de l'ANSM, le titulaire fournit, dans un délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

Un récapitulatif mensuel des heures réalisées devra être fourni. En cas de licenciement ou de départ prématuré d'une personne embauchée ou mise à disposition, l'entreprise sera tenue de le signaler sous 10 jours.

ARTICLE 15. PRIX ET AJUSTEMENT DES PRIX

15.1 Forme du prix

Les prix sont forfaitaires et unitaires et comprennent la main-d'œuvre, le déplacement ainsi que la fourniture des produits de traitement, leur dosage et leur application.

15.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

15.3 Variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour la première année d'exécution du marché.

Ils pourront être révisés après chaque reconduction du marché selon la formule suivante :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres.

Hors cas de force majeure ou d'imprévision, ils sont ensuite révisables, à la hausse comme à la baisse, une fois par période d'exécution à la date anniversaire du marché conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du Code de la commande publique et dans les conditions exposées ci-dessous.

Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [0,15 \times (0,85 \times \text{indice1} / \text{indice0})]$$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé

P0 = prix établi à la date de remise des offres pour la première révision de prix ou et dernier prix révisé pour les révisions de prix suivantes.

Indice 0 = dernier indice INSEE définitif de référence mis en ligne à la date limite de remise des offres (pour la première révision) ou indice pris en compte lors de la dernière révision des prix

Indice 1 = valeur du dernier indice INSEE définitif de référence mis en ligne avant le 1er du mois du calcul de la révision

Source : <https://www.insee.fr/>

Indices utilisés :

- index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 –

CCAP – entretien des espaces verts sur les sites de l'ANSM de Saint-Denis et Vendargues

- Identifiant INSEE 001711017. Pondération : 85%.

Le titulaire lors de l'établissement de sa demande joint obligatoirement la source de l'information lui ayant permis de réaliser la révision de prix.

Nota : A titre exceptionnel et dérogatoire à la présente clause, dans l'hypothèse d'une demande de révision formulée en dehors de la périodicité autorisée par l'ANSM, l'indice à prendre en compte est le dernier indice connu à la date anniversaire du marché.

15.4 Modalités de révisions

La révision peut intervenir à la demande de l'ANSM ou du titulaire. Elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion) ou adressée par courriel 30 jours minimum avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra. La demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Administration et des Finances et par courriel à marchespublics@ansm.sante.fr.

Dans l'hypothèse d'une révision initiée par le titulaire, il lui appartient de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document devra faire mention des variations en pourcentage par prestation d'une année sur l'autre dans le respect des modalités de calculs définies au présent article. Le titulaire devra transmettre ces nouveaux prix accompagnant sa demande de révision deux mois avant la date d'effet de la révision.

Toute demande de révision réceptionnée par l'ANSM postérieurement au délai indiqué ci-dessus pourra être rejetée.

Il appartient au titulaire de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document fait mention des variations en pourcentage dans les lignes du BPU.

L'application de la révision porte sur l'ensemble des prix, les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT

16.1 : Facturation

Les prestations forfaitaires sont facturées mensuellement à terme échu par 1/12 du montant forfaitaire annuel total.

Les prestations sur bons de commande sont payées à terme échu après complète réalisation de la prestation commandée à l'appui d'un service fait attestant de la bonne réalisation de ladite prestation par l'ANSM.

Toute demande de paiement (facture) émanant du Titulaire doit comprendre à minima les mentions suivantes :

- ✓ le nom et l'adresse du Titulaire et son numéro de SIREN ;
- ✓ l'intitulé et le numéro du marché ;
- ✓ le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- ✓ la description des prestations exécutées ;
- ✓ le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant, le montant total TTC,

Dans le cas où le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques conjoint, chaque co-traitant peut émettre sa demande de paiement selon la répartition fixée à l'Acte d'Engagement et les sommes dues en exécution du marché sont versées sur les comptes respectifs de chaque co-traitant dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

Par ailleurs, dans le cadre de versement d'acompte et pour la demande de paiement du solde, le titulaire doit fournir un récapitulatif mentionnant les éventuels acomptes déjà perçus et les sommes à percevoir.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr> et devront comporter les informations ci-dessous :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé en tant que destinataire de la facture est : 18003611300017
- Le code service est : ANSM-PCREF (Pôle Comptabilité et Relations Fournisseurs)
- Le numéro d'engagement mentionné sur le marché (CBDCxxx, CENGxxx, CHMAxxx) et le cas échéant, le numéro du marché.

NB : en cas de non-respect de cette obligation de dépôt des factures sur le portail « Chorus Pro », les factures transmises par courrier postal ou mail, seront retournées dès réception et seront considérées comme non parvenues à l'ANSM.

16.2 Délai global de règlement

Le délai global de paiement est celui fixé par les articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par les articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique.. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception et après acceptation de la facture conforme par la Personne Publique en application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

L'ANSM se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement. Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, des justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement, dans la limite d'une fois.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

-des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R 2192-31 à R 2192-36 du code de la commande publique.

- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

➤ Versement d'une indemnité forfaitaire automatique

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros en application de l'article R.2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires.

➤ Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique. Le dépassement du délai de 45 jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

ARTICLE 17. RESPONSABILITE ET ASSURANCE

17.1 Responsabilités

Le Titulaire de chaque lot est responsable de l'ensemble des prestations qu'il a à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre pour réaliser les prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du Titulaire (légitimation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc...) même si ceux-ci se déplacent en dehors et dans les locaux du Bénéficiaire ; il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du Titulaire de chaque lot et le Bénéficiaire. Ainsi, pour l'organisation de la prestation, le Titulaire de chaque lot désignera au sein de l'équipe d'intervenants, un coordonnateur ou un référent en charge notamment du suivi opérationnel des prestations.

Pour l'ensemble des prestations du présent marché, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché attribué.

De même, les dégâts de toute nature occasionnés lors de l'exécution des prestations seront à sa charge. Dans tous les cas la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

Si des problèmes relationnels surviennent en cours d'exécution du marché, l'ANSM, après une réunion avec le Titulaire du lot concerné, peut demander le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

17.2 Assurances

Le titulaire certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile et professionnelle pour couvrir les conséquences pécuniaires pour l'ANSM de l'assurance maladie des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, dont il aurait à répondre et qui seraient causés par tout événement de son fait ou du fait de ses personnels ou de ses sous-traitants dans l'exécution des prestations.

Le titulaire doit détenir une assurance garantissant contre le vol et la détérioration du matériel de l'ANSM mis à sa disposition et dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le contrat d'assurance doit être souscrit, pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai déterminé par celui-ci à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

ARTICLE 18. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues sans mise en demeure préalable, et dès le 1^{er} €.

18.1 Pénalités pour retard

Dans le cas où le titulaire n'effectue pas la prestation dans les délais convenus et pour la quantité fixée, il est passible envers l'ANSM, en cas du non-respect de la date et horaire de livraison convenu, d'une pénalité de 150 euros HT par jour ouvré de retard.

18.2 Pénalités pour défaut de prévoyance d'une absence ou d'une prise de congé

Toute absence injustifiée (sauf cas de force majeure) de l'intervenant entraîne pour le titulaire une pénalité forfaitaire de 100 € / jour d'absence constaté.

Tout défaut d'information de l'ANSM dans le délai prescrit quant à la prise de congé ou l'absence prévisible de l'intervenant entraîne une pénalité de 200€.

18.3 Pénalités pour retard d'arrivée de l'intervenant

Sauf retard dûment justifié à l'appui d'éléments probants (ex : billet de retard SNCF/RATP) ou tenant à des circonstances extérieures indépendantes de son fait, l'intervenant qui accuse une demi-heure de retard, entraîne pour la société titulaire une pénalité de 10 euros par tranche de demi-heure.

18.4 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

Tout manquement dans l'exécution des prestations entraîne une pénalité de 200 euros par manquement constaté.

18.5 Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales

En cas de non présentation de ces documents selon la période fixée et après lancement d'une mise en demeure restée sans réponse au terme d'un délai de 15 jours, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 500 euros par jour de retard.

Les pénalités listées ci-dessus peuvent être cumulatives entre elles et trouvent à s'appliquer dès le 1er euro. Les sommes peuvent être retenues sur la facture à payer du mois suivant la commission du manquement.

18. 6 Pénalité pour non-respect des engagements en matière d'insertion sociale

En cas de non-respect des engagements du titulaire en matière d'insertion sociale du titulaire de 100 euros par manquement constaté.

18.7 Pénalités pour tout autre manquement au marché

Pour tout manquement aux dispositions du présent DCE, l'ANSM appliquera une pénalité de 50 euros par jour et par manquement.

ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Cette obligation de non divulgation s'applique à tous les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître, et à s'assurer que leur diffusion au sein de la société ne concerne que les personnes à qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par l'ANSM ou utilisés par lui, en dehors des besoins nécessités par l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer ces documents et informations à un tiers à l'exception des personnes ayant qualité pour en connaître au titre du présent accord-cadre ; s'assurer également que leur diffusion au sein de la société ne concerne que les personnes à qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers (enregistrements sonores, prises de vues...) en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- assurer la sécurité permanente de la base de données ;

- à informer son personnel ou ses sous-traitants éventuels de leur obligation de confidentialité, discrétion et de sécurité ;
- à prendre les mesures pour assurer la sécurité des informations et des documents pendant la phase d'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Sauf accord écrit de l'ANSM, ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ANSM, qui leur ont été communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. En outre, la société titulaire ne peut mentionner sur quelque support que ce soit sa collaboration avec l'ANSM sans son accord écrit.

Les parties entendent par informations confidentielles (liste non exhaustive), toutes les informations techniques, savoir-faire, spécifications techniques, procédés, modèles, données, documentation, diagrammes, toute information financière, budgétaire, comptable, sanitaire, scientifique, médicale ainsi que toute information relative à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les projets, les fournisseurs, les clients, les intervenants.

Le titulaire assure aussi la protection de toute information et tout document qui lui ont été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires. Concernant la protection des données à caractère personnel, chaque partie au marché est tenue au respect des règles en vigueur relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché conformément au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit RGPD (voir article 18 du CCAP).

La responsabilité du Titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts de l'ANSM.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Cette clause de secret continue de lier le titulaire y compris après l'extinction du présent marché, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'ANSM ou d'un tiers.

ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

20.1 Définitions

Aux fins du présent marché public, et notamment concernant cet article, les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »).

Par Données, sont entendues, les données à caractère personnel traitées par l'ANSM au titre du présent marché public.

Par Traitements, sont entendus les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'ANSM au titre du présent marché public.

20.2 Responsabilité du traitement

L'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament (ANSM) est responsable du traitement.

20.3 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services tels que précisés dans les documents du marché public.

La nature des opérations réalisées sur les données est précisée dans les documents du marché public. La ou les finalité(s) du traitement sont : la rédaction de compte rendu et de documents de synthèse pour le compte de l'ANSM.

Les données à caractère personnel traitées sont notamment les données à caractère personnel courantes tels que l'état civil, l'identité et les données d'identification des personnes assistants aux réunions.

Les catégories de personnes concernées sont principalement les agents de l'ANSM, les intervenants extérieurs invités lors de réunions et enregistrements sonores.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable de traitement s'engage à mettre à la disposition du sous-traitant (titulaire du marché public) les informations nécessaires à la réalisation de la prestation.

20.4 Dispositions générales

Les supports informatiques et documents fournis par l'ANSM au sous-traitant (titulaire du marché public) restent sa propriété.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le sous-traitant prend connaissance à l'occasion de l'exécution du marché public.

Conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016 et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent marché public, l'accord préalable de l'ANSM est nécessaire ;
- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ✓ Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant (titulaire du marché public) peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-25 et 226-17 du nouveau code pénal.

Le Pouvoir adjudicateur (ANSM) pourra prononcer la résiliation immédiate du présent marché public, sans indemnité en faveur du sous-traitant (titulaire du marché public), en cas de violation du secret professionnel et du non-respect des dispositions précitées.

20.5 Obligations du sous-traitant (titulaire du marché public) vis-à-vis des responsables de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données conformément aux documents du présent marché public et instructions de l'ANSM. Si le sous-traitant (titulaire du marché public) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du

droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre, si le sous-traitant (titulaire du marché public) est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public.

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

6. Sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, «le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter leurs objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant (titulaire du marché public) des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à : dpo@ansm.sante.fr

8. Notification des violations de données à caractère personnel

Sans préjudice des dispositions mentionnées dans le marché public et relatives aux engagements prévus en matière de sécurité, le sous-traitant (titulaire du marché public) notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance, par courrier électronique adressé à : dpo@ansm.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

9. Aide du sous-traitant (titulaire du marché public) dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées prévues par les documents du marché public.

11. Sort des données à caractère personnel

Au terme de l'exécution du présent marché et selon le choix de l'ANSM, le Titulaire renvoie toutes les données à caractère personnel à l'ANSM ou au tiers désigné par l'ANSM.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies de données détruites, le Titulaire ou son sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

12. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant (titulaire du marché public) communique aux responsables de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données dès la notification du présent marché, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou à défaut l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

13. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché public) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des responsables de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées des responsables de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

14. Documentation

Le sous-traitant (titulaire du marché public) met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, par le responsable du traitement ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.

20.6 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant (titulaire du marché public)

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant (titulaire du marché public) les données visées aux 16.1 et 16.3 du présent article ;
- Formaliser par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous- traitant (titulaire du marché public);
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant (titulaire du marché public);
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits auprès du sous- traitant (titulaire du marché public).
- Fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

ARTICLE 21. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, le titulaire se verra notifier une mise en demeure de régulariser sa situation. En l'absence de régularisation, le titulaire encourt des pénalités d'un montant de 45 000 euros si il s'agit d'une personne physique et de 3 ans d'emprisonnement et de 225 000 euros s'il s'agit d'une personne morale, ou la rupture du marché, sans indemnités et à ses frais.

ARTICLE 22. RESILIATION

22.1 Résiliation pour faute du titulaire

L'ANSM peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui imposent les Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure, une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions exposées ci-dessous.

Les mises en demeure donnent l'occasion au titulaire du marché de faire cesser les manquements constatés qui lui sont opposés et d'adopter des mesures correctives afin de se conformer aux exigences du marché. La mise en, demeure initiée par l'ANSM est transmise au titulaire par tous moyens (courrier avec AR, télécopie, ou courriel...), le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de huit jours (sauf délai spécifique annoncé dans le présent CCAP).

Certains motifs de résiliation listés ci-après ne sont précédés d'aucune mise en demeure.

Le marché public peut ainsi être résilié pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles (après deux mises en demeure);
- exécution imparfaite ou incomplète des prestations (après deux mises en demeure);
- le Titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires (sans mise en demeure);
- le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations (sans mise en demeure) ;
- le Titulaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics (sans mise en demeure) ;
- inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique (sans mise en demeure);
- non production des certificats prévus au présent CCAP (après deux mises en demeure) ;
- refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP (après une mise en demeure);
- refus deux fois de suite de se conformer à une mise en demeure de l'ANSM ;
- retard de plus de 30 jours calendaires dans l'exécution des prestations (après une mise en demeure).

Toutefois, en cas de non-respect de l'article L.8222-6 alinéa 2 du Code du travail par le Titulaire, l'ANSM pourra résilier le marché public avec effet immédiat si dans un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure, le Titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, en l'absence totale de réponse ou en présence d'actions correctives restées inefficaces voire en l'absence de mise en demeure dans certains cas, l'ANSM peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier.

La résiliation du marché public pour faute du Titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité. En tout état de cause, la résiliation du marché public passé sans montant minimum ne donne droit à aucune indemnisation, l'ANSM ne s'étant engagé sur aucun montant de commande.

22.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'ANSM peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification.

Faute de montant minimum au marché, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Suivant les dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS, et sous réserve des justifications fournies, le montant de l'indemnité est fixé à 5%.

22.3 Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

ARTICLE 23. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ANSM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations du marché public, aux frais et risques du Titulaire en cas de résiliation du marché public pour faute.

S'il n'est pas possible à l'ANSM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché public, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

La résiliation pour faute du Titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'ANSM et notifié au Titulaire au plus tard dans un délai de trois mois après la date d'effet de la décision de résiliation. Ce décompte est réalisé dans les conditions exposées à l'article 34 du CCAG FCS.

ARTICLE 24. LITIGES ET TRIBUNAL COMPETENT

24.1 Différends et litiges

Préalablement à tout recours contentieux, l'ANSM et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution du marché et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

A défaut, tout litige survenant de l'application du présent document sera du ressort du tribunal administratif de Montreuil-sous-Bois.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

24.2 Intégrité du marché

Si une des clauses du présent CCAP ou de l'un des documents constitutifs du marché est nulle au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée sera réputée non écrite, le CCAP demeurant valable pour le surplus. Les parties négocieront de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que l'ANSM n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation.

ARTICLE 25. DÉROGATIONS AU CCAG- FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS

Nature de la dérogation	C.C.A.G/FCS	C.C.A.P
Pièces constitutives du marché	4.1	4
protection des données personnelles	5.2	20
Pénalités	14	18